vinetur

# La Chambre des communes fait avancer le projet de loi de finances, avec une hausse des droits sur l’alcool

Le projet de loi de finances britannique passe en commission et prévoit des changements pour les petits producteurs, les banques, les taxes commerciales et les véhicules électriques.

mardi 24 novembre 2026



La Chambre des communes a adopté lundi 23 novembre le projet de loi de finances en deuxième lecture, le faisant passer à l'étape parlementaire suivante. Le texte, principal véhicule législatif des mesures fiscales du gouvernement, maintient notamment une hausse des droits sur l'alcool et des changements concernant les allègements accordés aux petits producteurs.

Le projet de loi doit principalement permettre de transposer dans la législation les mesures du budget du 28 octobre. En ouvrant le débat, le secrétaire au Trésor chargé des recettes, Dan Tomlinson, a déclaré que le gouvernement avait opté pour une approche, selon ses termes, « budgétairement rigoureuse », destinée à soutenir les ménages et les entreprises tout en maîtrisant les finances publiques. Il a affirmé que le texte devait aider le pays à faire face aux pressions économiques extérieures tout en préservant sa stabilité à long terme.

Au cours du débat, Tomlinson a présenté un large éventail de mesures fiscales et de dépenses liées au projet de loi. Il a indiqué aux députés que le gouvernement verserait en janvier une aide de 100 £ pour l'énergie à jusqu'à 20 millions de ménages, prolongerait la réduction de la TVA sur les factures d'électricité et maintiendrait le gel de la taxe sur les carburants. Pour financer cette aide, a-t-il précisé, le texte augmenterait temporairement de trois points de pourcentage la surtaxe d'impôt sur les sociétés applicable aux banques, cette hausse devant prendre fin le 31 mars 2028.

Pour les entreprises, Tomlinson a indiqué que le budget avait confirmé, à partir d'avril 2027, des réductions de factures pouvant atteindre 25 % pour plus de 10 000 entreprises admissibles, dans le cadre du dispositif britannique de compétitivité industrielle. Il a également déclaré que le gouvernement ferait passer de 15 % à 35 %, à compter d'avril 2027, l'allègement des taxes foncières commerciales accordé aux pubs, aux clubs et aux salles de concert. En outre, environ 70 000 locaux commerciaux supplémentaires seraient totalement exonérés de ces taxes, tandis que celles des autres entreprises de ces secteurs seraient gelées en termes réels pendant deux ans.

Ces mesures concernent tout particulièrement le secteur des boissons, car le projet de loi prévoit également des changements qui touchent directement la fiscalité de l'alcool. Il comprend des hausses des droits sur l'alcool et une révision des allègements

accordés aux petits producteurs. Ces mesures pourraient modifier la charge fiscale des brasseurs, des producteurs de cidre, des distillateurs et d'autres entreprises du secteur, ainsi que les conditions de concurrence entre les petits opérateurs et les grands producteurs sur le marché britannique. Parallèlement, les allègements de taxes foncières commerciales accordés aux pubs et aux clubs pourraient atténuer une partie des pressions pesant sur les établissements de l'hôtellerie-restauration qui vendent ces produits.

Tomlinson a ajouté que le projet de loi comportait également des mesures destinées à encourager l'investissement et la croissance des entreprises. Il a indiqué aux députés que la réforme des dispositifs fiscaux en faveur de la recherche et du développement simplifierait les démarches de demande pour environ 40 000 entreprises et permettrait à davantage d'entre elles de bénéficier de 65 millions de livres d'allègements. Selon lui, les changements apportés aux dispositifs de capital-risque visent à en faciliter l'utilisation et à orienter davantage d'investissements vers les jeunes entreprises et celles en croissance. Le projet de loi relèverait également l'abattement commercial de 1 000 £ à 3 000 £ et instaurerait un nouvel allègement de l'impôt sur les plus-values destiné aux fondateurs, avec un taux de 10 % sur des plus-values cumulées pouvant atteindre 10 millions de livres pour les fondateurs ou les premiers investisseurs dans des entreprises innovantes à forte croissance.

Au-delà de ces mesures en faveur de la croissance, Tomlinson a déclaré que le gouvernement souhaitait moderniser l'administration fiscale et réduire les manquements aux obligations fiscales. Il a indiqué à la Chambre que le projet de loi ouvrirait la voie à la facturation électronique, actualiserait les règles de correction des erreurs et renforcerait la capacité de HM Revenue and Customs à repérer les impôts impayés. Selon lui, les mesures plus larges annoncées avec le budget devraient rapporter 2,3 milliards de livres supplémentaires en 2029-2030 en réduisant l'écart fiscal, portant à plus de 12 milliards de livres le total des recettes générées au cours de cette législature. Il a également précisé que le texte instaurerait, à partir d'avril 2028, une taxe d'accise sur les véhicules électriques, dans le cadre du remplacement à plus long terme des recettes perdues de la taxe sur les carburants à mesure que l'usage des véhicules électriques se développe.

Les députés de l’opposition ont profité du débat pour interpeller le gouvernement sur les effets de plusieurs changements fiscaux. Graham Stuart, député conservateur, a demandé quelles seraient les conséquences de la hausse des impôts sur les biens locatifs pour l’offre de logements et les loyers. Plus tard, il a interrogé le gouvernement sur les raisons qui poussaient de grandes entreprises comme Compass Group à envisager un transfert à New York, et lui a demandé comment il comptait empêcher les sociétés de quitter le Royaume-Uni en raison de ce qu’il a qualifié de fiscalité excessive. Tomlinson a répondu qu’il n’avait pas parlé personnellement à cette entreprise, mais que le gouvernement étudiait les moyens d’approfondir les marchés de capitaux et de soutenir la Bourse.

D’autres députés se sont intéressés aux effets de mesures fiscales précises sur les clubs et les entreprises locales. Sir Ashley Fox, député conservateur, a déclaré que le trésorier d’un club associatif de sa circonscription lui avait indiqué qu’une hausse de la taxe sur les jeux sur machines coûterait 1 500 £ au club, en plus de l’augmentation des cotisations sociales, mettant en péril un lieu important pour la vie locale. Tomlinson a répondu que la hausse de cinq points de pourcentage de cette taxe était limitée et ciblait les machines proposant les mises les plus élevées. Il a ajouté que « pratiquement toutes » les machines des pubs et des clubs ne devraient pas être concernées, tout en se disant prêt à examiner le cas plus en détail.

Le débat a mis en évidence la volonté du gouvernement de concilier des hausses d’impôts dans certains domaines et des aides ciblées dans d’autres. Le secteur des boissons devrait suivre de près cet équilibre pendant l’examen approfondi du projet de loi par le Parlement, car les changements concernant les droits sur l’alcool et les allègements accordés aux petits producteurs peuvent avoir des répercussions sur les prix, les marges et l’accès au marché, tant pour les établissements de l’hôtellerie-restauration que pour les producteurs indépendants.